



**Déclaration de la présidence du PSE :
Sauver des vies, sauver des emplois : stratégie du PSE pour contenir la crise de
COVID-19 et s'en remettre**

Adoptée par la présidence du PSE le 25 juin 2020

Il y a trois mois, personne ne s'attendait à ce que la pandémie de COVID-19 constitue le plus important test de résistance des sociétés européennes des dernières décennies. La vie publique a soudainement été mise en pause et seuls les services essentiels ont pu être maintenus. Cet état d'urgence et les effets dramatiques du virus ont entraîné une crise sociale, économique et sanitaire.

La famille du PSE s'est rapidement mobilisée à plusieurs niveaux avec l'aide de nos dirigeants, premiers ministres, ministres, régions, maires, commissaires, députés, partis membres et organisations membres affiliées pour lutter contre les conséquences du virus. Nous saluons le travail de tous les réseaux du PSE impliqués dans la coordination de la réaction de notre famille politique ainsi que dans le « **plan du PSE pour contenir le choc de la COVID-19 et assurer la relance** ».

Nous vivons un moment historique, qui met au défi le projet européen. Nous avons appelé à une mobilisation ambitieuse et à grande échelle comprenant un Fonds européen pour la relance, afin de faire face à la crise et d'assurer un avenir vert, social, numérique, axé sur l'égalité entre les femmes et les hommes, inclusif et durable pour les économies et les sociétés européennes. La proposition faite par la Commission européenne le 27 mai porte clairement le sceau de notre famille et nous l'avons saluée. Nous applaudissons l'effort collectif et le travail des commissaires du PSE, de nos premiers ministres, et en particulier la position ferme de Pedro Sánchez et Antonio Costa, de nos partis au gouvernement, notamment le rôle déterminant du SPD dans l'élaboration de la position de l'Allemagne, ainsi que de nos députés européens du groupe S&D au Parlement européen. Ensemble, ils ont insisté pour avancer une réponse progressiste à cette crise. Le socle européen des droits sociaux adopté sous la direction du premier ministre suédois Stefan Löfven, le pacte vert pour l'Europe promu par le vice-président de la Commission européenne Frans Timmermans et la stratégie européenne d'égalité entre les hommes et les femmes soutenue par la commissaire Helena Dalli sont autant de réalisations importantes et doivent continuer de constituer le cadre de notre action collective européenne. Les objectifs de développement durable (ODD) que nous avons imposés comme référence culturelle et politique lors de la campagne européenne de 2019 ont créé les conditions nécessaires pour que les politiques économiques, sociales et écologiques soient considérées comme complémentaires. Nous voulons également assurer le respect de l'état de droit, de la démocratie et de l'égalité à chaque étape de la relance.

1. L'Europe doit protéger les emplois et relancer une économie sociale, durable et féministe

Les répercussions socio-économiques de la COVID-19 sont considérables. Alors qu'elle a touché presque tout le monde d'une manière ou d'une autre, cette crise a également mis en évidence les

 www.pes.eu

 www.facebook.com/PES.PSE

 www.twitter.com/PES_PSE



Parti socialiste européen

10-12 Rue Guimard

B-1040 Bruxelles

Belgique

inégalités de nos sociétés qui ont trop souvent été négligées, par de nombreux acteurs, pendant trop longtemps. Elle a renforcé, une fois de plus, notre profonde conviction que la lutte contre les inégalités et le soutien aux plus démunis doivent représenter notre objectif fondamental. Après près de trois mois de confinements extraordinaires, nos villes et régions reprennent progressivement vie. Des défis extrêmement difficiles et délicats demeurent cependant. Nous devons protéger la santé publique et, dans le même temps, nous assurer que les emplois sont protégés. Il faut éviter les licenciements massifs et abusifs. L'objectif principal est de voir les travailleurs conserver leur emploi, y compris ceux qui travaillent à temps partiel, de garantir des conditions de travail convenables et sûres, et de respecter les droits de tous les travailleurs, y compris les travailleurs migrants. Étant donné que certains travailleurs ont peut-être déjà été licenciés, les États membres, en accord avec les partenaires sociaux, devraient prévoir un « droit à être réembauché ». Dans ce contexte, la politique de cohésion et les fonds structurels et d'investissement européens jouent un rôle pivot. Le PSE a salué dès le départ l'initiative des commissaires Paolo Gentiloni et Nicolas Schmit de créer un instrument européen de soutien temporaire à l'atténuation des risques de chômage en situation d'urgence (SURE). Cet instrument doit être accessible pour préserver les emplois et offrir une protection contre les licenciements. Il doit ouvrir la voie à un régime européen de réassurance chômage, tel que proposé dans le manifeste du PSE pour les élections européennes de 2019. En temps de crise, la solidarité est non seulement nécessaire pour garantir que personne ne soit laissé pour compte, mais également pour servir de stabilisateur économique, si indispensable en période de récession. Tout en respectant les spécificités nationales, ce régime devrait fournir une stabilisation macroéconomique commune de la zone euro et un soutien aux investissements sociaux et verts qui permettront à l'UE de mieux faire face à des chocs aussi phénoménaux que la COVID-19.

La relance doit ouvrir la voie à une société plus équitable et plus juste. Elle doit contribuer à un modèle social et économique plus durable et inclusif pour l'UE, conformément aux ODD. Elle doit assurer une convergence sociale ascendante, notamment en ce qui concerne les conditions de travail et la convergence des salaires, la promotion de la négociation collective, le respect des droits des travailleurs et des syndicats et offrir une protection sociale solide à tous, en respectant les modèles nationaux de marché du travail. Ces mesures doivent renforcer et ne jamais affaiblir les systèmes nationaux qui fonctionnent. La relance doit être construite sur l'idée des salaires minimums équitables déjà mise en avant par la Commission européenne, et donner la priorité à une version révisée de la garantie pour la jeunesse, et à la garantie pour l'enfance annoncée. Pour tous ceux qui ne disposent pas d'autres sources de revenus suffisantes en cette période difficile, un régime européen de revenu minimum – thème prioritaire de la prochaine présidence allemande – devrait être mis en place de toute urgence, en tenant compte des situations économiques, des pratiques nationales et du niveau de vie dans chaque pays. Il apportera un soutien indispensable aux plus pauvres, dont les familles menacées de pauvreté et les ménages monoparentaux, et il redonnera également confiance aux entreprises en vue de maintenir les emplois et de relancer la production. Il est plus que jamais nécessaire de déployer un plan d'action sociale complet pour mettre en œuvre tous les principes du socle européen des droits sociaux et de mettre en œuvre la stratégie européenne d'égalité entre les hommes et les femmes grâce à des mesures ambitieuses et contraignantes.

Avec des taux d'emploi moyens plus bas, davantage de travail à temps partiel, des emplois plus précaires et informels que ce soit dans les services de soins et de santé, ou dans les secteurs de l'hôtellerie et de la vente au détail, tous fortement touchés, une baisse des revenus et de la sécurité sociale, ainsi que des responsabilités plus nombreuses en matière de soins, les femmes sont plus sévèrement touchées par la crise. Cette crise a également entraîné une augmentation de la violence de genre et menacé l'accès à la santé et aux droits en matière de sexualité et de procréation (SDSP). La relance doit intégrer une dimension de genre, amorcer des mesures de transparence salariale entre les hommes et les femmes et prévoir des actions visant à réduire

l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes. Le plan de relance devrait comprendre des indicateurs et un financement ciblé en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes, notamment pour soutenir l'emploi, mais également un appui aux services essentiels et de soins pour garantir que les femmes et leurs familles puissent accéder à une assistance et à des espaces sûrs. Le confinement a montré que le traitement inadéquat des problèmes de violence de genre et d'accès à la santé et aux droits en matière de sexualité et de procréation entraîne des violations des droits des femmes. Les enfants courent également un risque particulier, car les crèches et les écoles ont dû fermer pendant cette période. Cette situation a exacerbé les inégalités sociales existantes en matière d'éducation et nécessite des efforts publics à tous les niveaux en vue d'investir dans une éducation de qualité accessible à tous. À cet effet, il convient de garantir que tous les enfants aient accès aux ressources nécessaires pour participer aux systèmes éducatifs numérisés, ainsi que de reconnaître l'importance cruciale des services de garde d'enfants et d'éducation fournis par les autorités locales et régionales partout dans l'UE, services qui seront inévitablement mis à rude épreuve à mesure que la crise économique s'aggrave.

En cette période où il est pour beaucoup devenu nécessaire de rester à la maison, les inégalités en matière de logement doivent être combattues, plus que jamais. Outre les moratoires nationaux garantissant que personne ne perde son logement en raison de l'épidémie de COVID-19, les cadres de négociation des loyers doivent assurer un logement abordable pour tous. Nous avons besoin d'une refonte en profondeur de la gouvernance économique européenne et du semestre européen pour combler les lacunes en matière d'investissements en général, et plus particulièrement dans la création et la rénovation de logements, pour protéger les locataires et les propriétaires contre les expulsions et pour étendre les programmes de lutte contre le sans-abrisme. Des mesures publiques doivent être prises pour garantir que les groupes sociaux vulnérables, les personnes âgées et les enfants continuent d'avoir un accès adéquat à un logement, à des soins et à une alimentation adaptés pendant et après la crise, et une attention particulière devrait être accordée aux personnes et aux familles sans papiers en situation de grande vulnérabilité. Pour ce faire, il est nécessaire d'apporter un soutien supplémentaire aux productions agricoles, aux exploitations d'élevage et aux productions des produits de la pêche durables – autant de secteurs stratégiques pour surmonter la pandémie de COVID-19, car garants de l'approvisionnement alimentaire.

Les migrants, en particulier ceux en situation irrégulière ou précaire, sont particulièrement touchés par la crise actuelle et les femmes migrantes ont été encore plus fortement touchées. Ces personnes n'ont pas de papiers ou ont du mal à renouveler leurs permis, ce qui entrave leur accès aux services de base, y compris les soins médicaux. Nous saluons notamment l'initiative prise par le premier ministre Antonio Costa en vue d'octroyer le statut de résident temporaire à tous ceux dont la demande de résidence est en attente. Les travailleurs migrants jouent un rôle essentiel dans certains secteurs économiques de l'UE et leur contribution à la reprise économique sera vitale. Nous devons introduire des mesures pour réduire leur vulnérabilité, l'exploitation par le travail et l'exclusion sociale, tout en garantissant l'égalité de traitement, des conditions de travail décentes et l'accès aux soins de santé publics et au marché du travail.

2. L'Europe doit s'orienter vers un avenir sans carbone, numérique, démocratique et assurant l'égalité entre les femmes et les hommes

Dans sa déclaration du 27 mai, la présidence du PSE a soutenu de la proposition de la Commission européenne de créer un nouvel instrument de relance, qui sera principalement mis en œuvre sous la forme de subventions et de prêts, et de réorganiser le cadre financier pluriannuel et demande son adoption rapide par le Conseil Européen. Cet ambitieux plan de relance européen est nécessaire pour éviter le coût d'une autre longue récession à l'échelle de l'UE combinée à l'augmentation des inégalités sociales, à la dégradation de l'environnement et à la montée du populisme. L'Europe doit dès à présent viser le long terme et mettre en place une stratégie axée

sur la mise en œuvre des ODD du Programme 2030 des Nations unies et du pacte vert pour l'Europe, prenant en considération la transition numérique, intégrant la dimension de genre, renforçant notre démocratie et pleinement alignée avec le socle européen des droits sociaux.

Pour le PSE, la proposition de la Commission européenne fournit les bons outils pour mettre les ressources en commun et financer les objectifs européens communs. Nous saluons l'inclusion de l'instrument de relance dans le nouveau cadre financier pluriannuel et sa distribution au moyen de programmes existants sous la forme de subventions. Cet instrument doit se concentrer plus particulièrement sur les régions et les pays les plus durement touchés, soutenir les secteurs économiques les plus menacés et contribuer à des réformes progressistes en allouant des fonds assortis de conditionnalités visant à une société plus équitable, juste et inclusive à travers une transformation verte et numérique concluante, l'inclusion sociale et l'application des critères de l'état de droit, tout en prenant compte du besoin d'une meilleure transparence et de mesures anticorruption dans l'utilisation des fonds de l'UE. En ce sens, la révision du semestre européen s'avérera essentielle à la dimension sociale de la stratégie de relance. Il convient en outre de réserver des fonds destinés à soutenir les plus touchés de notre société. Cet instrument peut ouvrir un nouveau chapitre de l'histoire européenne, où la durabilité prend le pas sur l'austérité et l'égalité sur les inégalités, en vue d'atteindre la cohésion sociale, économique et territoriale. La création de nouvelles ressources propres pour le budget de l'UE sera déterminante dans cet effort, car elle donnera à l'UE la force nécessaire pour mobiliser des financements à la mesure de sa taille et de ses besoins. Nous devons assortir l'union monétaire d'une union financière et de la réforme du pacte de stabilité et de croissance. Il s'agit là de l'avenir progressiste que nous réclamons.

En outre, la Banque centrale européenne a déjà approfondi son programme d'achat d'obligations et l'UE a approuvé un plan de 540 milliards d'euros combinant des programmes menés par le mécanisme européen de stabilité, la Banque européenne d'investissement et l'activation de SURE. Ces éléments, alliés à la proposition de la Commission, sont susceptibles de fortement renforcer la capacité de récupération de l'UE. Il convient de veiller à ce que la relance soit effectuée en temps opportun et de manière équitable, et que l'aide financière soit rapidement et de toute urgence injectée dans l'économie réelle et contribue à sa modernisation et à sa durabilité.

Dès le début de l'épidémie de COVID-19, certains États membres sont intervenus pour fournir un soutien financier sous la forme d'aides, de subventions et d'allègements fiscaux. Cette injection massive et sans précédent de fonds publics a conduit à la suspension des règles budgétaires de l'UE qui doit être maintenue au-delà de la crise et à la révision du semestre européen, tandis que les gouvernements doivent continuer à gérer leurs budgets de manière durable et responsable. Les aides d'État devraient être assorties de conditionnalités sociales, environnementales et d'entreprise strictes en vue de préserver la viabilité de notre marché intérieur, tout en accordant une attention particulière aux secteurs et industries stratégiques essentiels, afin de réduire nos dépendances vis-à-vis de fournisseurs uniques dans des pays tiers. Pour financer une relance durable, les États membres doivent plus que jamais se protéger contre la spéculation financière, lutter contre les évasions fiscales et la fraude fiscale, trouver des sources de financement innovantes et emprunter sur les marchés à des conditions favorables.

Certains ont rapidement demandé un moratoire sur la transition écologique. Il ne s'agit cependant pas de la bonne manière de lutter contre les répercussions de la COVID-19. Il conviendrait plutôt de se pencher sur les nombreuses mesures décrites dans le pacte vert pour l'Europe qui profitent directement à la reprise économique et à la convergence socio-économique. Le pacte vert pour l'Europe, en tant que nouvelle stratégie de l'UE en faveur de la croissance et de l'emploi, doit plus que jamais être accéléré, en exploitant le potentiel d'un Fonds pour une transition juste socialement équitable, de la vague de rénovation et de la transition vers une véritable économie

circulaire. L'argent public investi doit soutenir la transition et intégrer les objectifs du pacte vert pour l'Europe et les objectifs de développement durable.

Cette crise a également montré combien il est important de renforcer la coordination et la cohésion entre les États membres, de consolider les principales réalisations de l'UE, y compris la liberté de circulation, et d'être mieux préparé à faire face à une future situation d'urgence. Malheureusement, cette crise sert également de prétexte à certains pour saper les valeurs de la démocratie, de l'état de droit, de l'égalité entre les femmes et les hommes, des droits des LGBTIQ et des droits des minorités. Nous réaffirmons une fois de plus qu'il s'agit de valeurs universelles qui ne doivent jamais être bafouées. Nous continuerons à les défendre et à les promouvoir, et nous ne permettrons pas à la COVID-19 d'affecter les valeurs fondamentales de l'UE. L'utilisation des applications de surveillance de la COVID-19 se doit donc de respecter les normes de confidentialité et de protection des données les plus élevées. De plus, la reprise doit renforcer ces valeurs et contribuer à une Europe véritablement féministe, dotée d'un objectif juridiquement contraignant, et égalitaire, fondée sur les droits de l'homme universels et la solidarité.

3. L'Europe doit créer une Union de la santé

Pendant que les superhéros modernes étaient ovationnés, il a été rappelé à l'Europe que la santé est un droit fondamental et un bien public essentiel qui doit être accessible à tous. Elle doit être traitée et soutenue en conséquence, et pas uniquement comme un autre secteur économique ou comme tout autre bien de consommation.

Nos secteurs de la santé ont résisté grâce à l'engagement de leurs travailleurs et à leurs bases solides. Cependant, la crise représente un avertissement clair contre l'affaiblissement des systèmes publics par l'austérité. Nous devons garantir la protection de tous les professionnels de la santé et des soins, améliorer leurs conditions de travail et augmenter les salaires dans le secteur de la santé et des services sociaux, à l'aide de mesures à long terme en faveur de salaires de qualité et de conditions de travail décentes.

La crise de COVID-19 a montré que les États membres seuls ont du mal à faire face à une telle pandémie. C'est pourquoi une coopération renforcée et une meilleure coordination entre l'UE et ses États membres dans le domaine de la santé constituent une nécessité absolue. Les systèmes de santé et de soins doivent être renforcés, se montrer plus résilients face à toute menace future et s'efforcer de fournir à chaque Européen un accès à des services de santé et de soins abordables et de qualité. L'UE doit également être considérée comme une Union de la santé, capable d'organiser des passations conjointes de marchés pour acquérir du matériel médical, des vaccins et des médicaments, de centraliser les stocks d'équipements et fournitures médicaux essentiels et d'assurer leur répartition équitable entre les États membres. Elle doit veiller à ce que des fonds pour la recherche et le développement de traitements et de vaccins soient disponibles et garantir qu'une fois trouvé, tout traitement ou vaccin contre la COVID-19 devienne un bien public accessible à tous. La crise a clairement démontré que la mise en commun des ressources matérielles et humaines entre les États membres de l'UE et au sein de ceux-ci a été difficile, en mettant la solidarité et la cohésion de l'UE à l'épreuve. L'UE et ses États membres doivent œuvrer en faveur d'un catalogue mondial d'équipements médicaux et de médicaments essentiels, dont l'accès doit rester garanti pour tous les pays, et faire preuve de leadership dans les initiatives des Nations unies qui renforcent la coopération mondiale dans notre intérêt public commun, comme pour la mise en commun des brevets.

4. L'Europe doit jouer son rôle sur la scène internationale

La solidarité entre les États membres permet à l'Europe de démontrer une fois de plus qu'elle est un bien nécessaire pour notre avenir commun. L'Europe doit montrer l'exemple sur la scène internationale et soutenir les pays tiers, en particulier dans notre voisinage, dans les Balkans

occidentaux, dans les pays du Partenariat oriental, au Moyen-Orient et en Afrique et ailleurs, notamment en Amérique Latine. Nous devons aider nos partenaires à gérer les conséquences humanitaires, sanitaires, sociales et économiques de la crise. La décision du conseil d'administration du FMI d'accorder un allègement immédiat du service de la dette à 25 des pays membres les plus pauvres et les plus vulnérables marque un premier exemple clair et positif de solidarité concrète et rapide. Dans cet esprit, l'UE devrait pousser des donateurs internationaux à entreprendre de nouvelles mesures similaires. Il est d'autant plus important aujourd'hui de disposer d'une stratégie globale avec les pays du Sud, y compris l'Afrique, pour lutter contre les inégalités mondiales, contre le changement climatique et promouvoir les droits de l'homme. Nous travaillerons pour faire en sorte que la démocratie, le développement humain et la lutte contre les inégalités aillent de pair avec la transformation écologique de l'aide au développement. La pandémie aura de graves conséquences à court et à long terme sur les citoyens et sur la planète. L'UE doit protéger ses atouts stratégiques, garantir son autonomie stratégique et protéger les secteurs qui seront essentiels à la transition vers une économie neutre en carbone, comme l'acier et l'aluminium à faible teneur en carbone.

Dans le même temps, elle doit relancer les ODD et les échanges commerciaux équitables réglementés sur la base de nouvelles règles internationales qui placent la solidarité, les droits de l'homme et la prise de décisions démocratique au premier plan, et oeuvrent à la construction d'une mondialisation juste et durable. Au cours de la pandémie de COVID-19, de nombreuses entreprises européennes n'ont pas assumé leurs responsabilités face à leurs travailleurs et producteurs dans les pays où la main-d'œuvre est bon marché, notamment dans les secteurs des vêtements et du matériel médical. Cette situation souligne une fois de plus la nécessité évidente de règles internationales strictes en matière de responsabilité d'entreprise et d'une vigilance appropriée en ce qui concerne les marchandises qui entrent sur le marché européen. Lorsque la désinformation et les fausses nouvelles tuent des gens et mettent en danger notre modèle démocratique, nous devons accroître la résilience de la démocratie dans le monde. Contre la montée du nationalisme et du populisme, les attaques contre les droits de l'homme, l'état de droit et la démocratie, et l'affaiblissement des organisations et accords internationaux, nous réitérons notre engagement envers les institutions multilatérales et l'ordre international fondé sur des règles, et nous soutenons les propositions de réforme du secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres. Nous restons déterminés à préserver la paix et la sécurité de tous les peuples. L'UE doit parler d'une seule voix pour réaffirmer nos valeurs fondées sur les droits de l'homme, la démocratie, l'égalité, la durabilité et le bien-être.

La crise de COVID-19 a montré que l'UE est un projet politique, un projet qui donne la priorité à la solidarité entre pays, régions et populations. L'Europe doit à présent rester unie. Dotée d'une stratégie européenne ambitieuse et tournée vers l'avenir ainsi que d'un solide Fonds européen pour la relance, l'Europe sera en mesure de travailler dans l'intérêt de tous ses citoyens et de renforcer notre modèle social européen, basé sur la justice sociale, l'égalité entre les femmes et les hommes, la responsabilité démocratique, l'état de droit, une éducation et des soins de santé de qualité, des services publics solides, une économie innovante, la créativité culturelle et des sociétés respectueuses et inclusives. Dans le même temps, la conférence sur l'avenir de l'Europe doit être lancée dès que possible en tant que processus véritablement participatif afin de discuter avec les citoyens des quatre coins de l'UE des manières d'améliorer l'Union et son fonctionnement.